front libertaire des luttes de classes

N° 20 — 1er NOVEMBRE 1972 — PRIX : 1,50 F.

BI-MENSUEL

CONTRE les capitalismes bourgeois et bureaucratiques et leurs impérialismes.

POUR la gestion directe ouvrière et l'Internationale.

Edité par :

ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE

AU DELA DES BUREAUCRATIES C'EST AUX TRAVAILLEURS DE DECIDER

les Communistes libertaires le syndicalisme l'action de base

Pour tout militant, toute organisation qui commence une implantation au sein de la classe ouvrière se pose le problème syndical, ou plutôt le problème du syndicat. Or, ce qu'il faut bien voir, c'est qu'il y a deux façons d'aborder le problème. Ou l'on parle des sections syndicales, c'est-à-dire du lieu d'implantation, de l'entreprise, ou l'on parle de l'appareil et de l'idéologie syndicaliste.

Nous avons déjà bien proclamé que pour nous, aujourd'hui, se pose le problème de l'auto-organisation de la classe ouvrière mais que nous en sommes encore à la période de cristallisation. C'est-à-dire que peu à peu s'ébauche une stratégie et une théorie révolutionnaire tenant compte du capital historique du mouvement ouvrier et du courant autogestionnaire, et des diverses luttes qui, aujourd'hui, vont dans le sens de l'auto-organisation des travailleurs.

Dans cette perspective, quelle est la place que prennent les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier : les syndicats ?

Pour nous, le problème syndical ne se limite pas à un problème de structures. Dire que ce sont les bureaucrates qui sont les seuls responsables de tous les maux est une analyse très partielle de l'état du mouvement ouvrier et de la lutte des classes aujourd'hui. Nous n'avons pas la vision léniniste du mouvement

(Suite page 2)

LA LIBERTE, C'EST AUSSI LA LIBERTE SEXUELLE

les communistes libertaires, le syndicalisme l'action de base *(suite de la page 1)*

ouvrier ni du rôle de l'organisation révolutionnaire. Il ne s'agit en aucune manière de s'emparer des structures existantes pour tenter de les « rougir » ou de les « noircir » ; nous n'avons jamais prétendu être de meilleurs bureaucrates que ceux d'aujourd'hui.

Le syndicat, pour nous, c'est d'abord une base d'adhérents et de militants, c'est ensuite une structure. Le problème de la bureaucratie ne se pose qu'en fonction du niveau de prise de conscience de la base.

Le syndicalisme, c'est surtout une idéologie, produit de la Charte d'Amiens, compromis politique entre deux tendances du mouvement ouvrier ; c'est l'idéologie de l'économisme qui ignore le côté politique de la lutte (alors que de plus en plus les syndicats sont amenés à prendre des positions politiques, bien que répétant que ce n'est pas de leur ressort) ; c'est aussi le passage d'une organisation de combat à une organisation de défense, à une organisation de représentation.

Quand un syndicat est amené à prendre une position radicale, ce n'est pas à cause de son appareil, c'est que la lutte des classes est en train de se renforcer et d'atteindre un point de friction.

Le travail que nous avons à assumer est auprès de la base, des travailleurs au sein de l'entreprise, à partir de la section syndicale le plus souvent, car c'est là que se retrouvent une grande partie des travailleurs radicalisés qui ont une conscience de classe. C'est donc aussi à ces travailleurs que doivent s'adresser les travailleurs révolutionnaires organisés.

Il ne peut pas y avoir de travail réellement révolutionnaire si un rapport de force, à la base, n'est pas établi. Et c'est ce rapport de force que chaque militant doit se construire jour après jour et qui, en se heurtant au patronat, se heurtera de par les mots d'ordre, le contenu de la lutte, et la façon de lutter aux bureaucraties.

Il ne s'agit pas pour nous de dire, rentrons en masse dans tel ou tel syndicat, il s'agit de faire pénétrer une nouvelle alternative à la lutte allant vers l'auto-organisation de la classe ouvrière. Le problème du syndicat se posera ensuite : est-ce que la structuration des groupes de travailleurs autogestionnaires ne va pas ressembler à une structure syndicale ? Peut-être, mais il faut voir qu'aujourd'hui construire, ou « récupérer » une structure syndicale, révolutionnaire sans avoir un rapport de force, sans que cette création ou cette « récupération » vienne du prolétariat, c'est parler artificiellement.

Aussi, travail au niveau des sections, c'est-à-dire des militants auprès des syndiqués, critique de l'appareil qui aujourd'hui échappe aux travailleurs, travail aussi au niveau des non-syndiqués radicalisés qu'on trouve depuis Mai 68 soit parce qu'ils ont quitté le syndicat en réaction au poids de la bureaucratie, soit parce qu'ils n'y retrouvent pas leur organisation de lutte. Nous devons nous battre pour que la conduite de la lutte appartienne à l'ensemble des travailleurs syndiqués ou non, dans leurs assemblées générales. Le pouvoir de décision doit être entre les mains de l'Assemblée Générale des Travailleurs et des sections de base.

Cette forme de lutte, la démocratie directe, si elle est en rupture avec l'idéologie capitaliste, si elle combat directement le capital, renverse aussi tous les obstacles à son hégémonie : les « représentants », les bureaucraties. Et le combat contre la bureaucratie syndicale se mène hors du syndicat principalement dans l'Assemblée Générale, mais aussi dans le syndicat, là où sont les militants, c'est-à-dire à partir des sections.

Syndiqués, non-syndiqués doivent se regrouper et poser le problème du pouvoir à tous les niveaux.

Alors, Edmond, on change de cap !

Récemment, Edmond Maire a déclaré :

« Il y a eu deux grands courants socialistes : celui qui est jacobin, centralisateur, autoritaire, s'est établi dans les pays de l'Est. L'autre, le socialisme libertaire anarcho-syndicaliste, autogestionnaire, c'est celui que nous représentons. Il n'y a pas à dire s'il choisit entre le socialisme jacobin ou la droite » (en se référant à la position de la C.F.D.T. par rapport aux élections législatives) « il se choisit lui-même ».

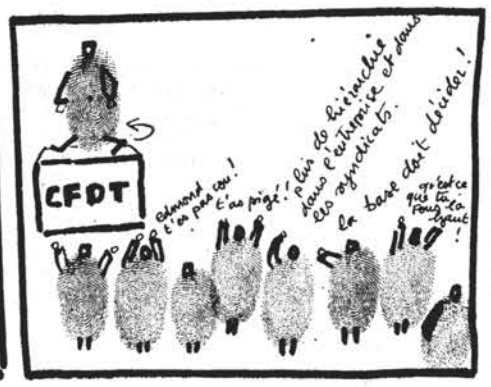
Sacré Edmond, toujours le mot pour rire ! C'est peut-être fini la référence aux apports des « différentes formes de l'humanisme, dont l'humanisme chrétien » et tout le tralala sur l'humanité souffrante auquel le syndicat compatissant va apporter espoir, aide et libération ? Chiche qu'Edmond proposera aux prochains congrès de supprimer tout cela pour le remplacer par une référence au socialisme libertaire, à l'abolition du salariat (que la C.G.T., elle a retiré de son programme à la long terme) et de l'Etat, et à la construction des conseils ouvriers ! Qui parie qu'il se dégonflera, qui parie qu'Edmond n'appliquera pas sa phraséologie à la réalité, fut-elle syndicale ? Maire se réfère au socialisme libertaire anarcho-syndicaliste dans le but de poursuivre une certaine orientation de la centrale syndicale, orientation qui a débuté avec le courant pour la déconfessionnalisation de la centrale. Mais rien n'est moins sûr que les idées d'un homme qui les cache. Et jusqu'à présent, Maire n'a pas clairement affirmé des positions socialistes libertaires. La bureaucratie de la centrale et des syndicats possède le pouvoir et, globalement parlant, elle ne veut pas le lâcher. Si Maire veut la faire céder, il s'y cassera les dents, tôt ou tard. Ou alors il capitulera. Sinon, pourquoi ce nouveau socialiste libertaire ne propose-t-il pas, entre autres, que le pouvoir appartienne à la base des syndicats, aux syndiqués, et non que l'élection des délégués syndicaux soit l'œuvre de la bureaucratie, qui ne dépend que d'elle-même ? Que, autre exemple, lors des congrès confédéraux, ce soit des délégués directement dépendant des syndiqués qui y participent sur des mandats impératifs mis à l'autre du jour ?

Serait-ce déjà trop libertaire ? Non, mais la bureaucratie de la C.F.D.T. n'acceptera jamais cela, son pouvoir serait ébranlé dans ses fondements. Déjà qu'Edmond Maire apparaît, par rapport à d'autres bureaucrates confédéraux, comme un gauchiste à 100 %, un irresponsable patenté, un désorganisateur forcené, un libertaire quoi, comment ne pas douter que la C.F.D.T. ne soit pas socialiste libertaire pour un sou. Edmond Maire prend ses désirs pour des réailités, en affirmant le contraire. Seul un large mouvement à la base peut radicalement transformer le syndicat. Un courant libertaire passe par la prise en main des structures par les travailleurs à la base, et non par la conquête de la majorité du bureau national. C'est pour cela que nous luttons.

Mais il peut y avoir une certaine conception du socialisme libertaire que nous devons combattre. Nous savons depuis longtemps qu'il y a des socialistes bourgeois (Mitterand et tout le P.S., le P.S.U. et d'autres). Ces socialistes, en réaction à ce qui est appelé socialisme autoritaire, des pays de l'Est, insistent sur la liberté, toutes les libertés bourgeoises de nos démocraties occidentales (par exemple, la liberté de parler de l'Aurore, la liberté de s'exprimer de la C.F.T., la liberté de garder la bombe atomique, au nom de la classe ouvrière, cela va de soi), et veulent un socialisme de la liberté. Ils auraient d'ailleurs sauté le pas depuis longtemps, pour s'appeler socialistes libertaires, si ce n'était que, traditionnellement, les anarchistes qui connurent la répression la plus féroce durent se déguiser et adopter le qualificatif, alors anodin, de libertaire. Une autre déclaration de Maire, appel à peine voilé à voter pour les « autogestionnaires » du P.S., laisse à penser qu'Edmond Maire fait partie, justement, de ces socialistes qui ne veulent pas abolir le salariat, de ces socialistes bourgeois.

Toutes ses paroles sur le libertaire de sa position tombent d'un seul coup dans l'eau.

Nous ne pouvons ici, vu la brieveté des explications de Maire, qu'esquisser un petit parallèle entre ses déclarations et sa position, son travail. Nous ne pouvons que répéter : si la centrale doit voir détruite sa bureaucratie, ce ne sera pas par l'effort d'une minorité de la bureaucratie contre elle-même, mais par le large travail à la base par les syndiqués et non-syndiqués, en vue de la création de l'organisation des travailleurs. Si Maire souhaite « libertariser » la centrale, il ne pourra le faire d'une manière bureaucratique en le décrétant par des amendements dans la structure confédérale et syndicale, c'est tout à fait à l'opposé de la prise en main du syndicat par les travailleurs à la base : c'est utopique et démobilisateur. Seul un large courant libertaire à la base peut contraindre à faire céder la bureaucratie. Et encore il n'est pas dit qu'elle cédera par cette tactique, car elle a la loi bourgeoise pour elle et peut donc, par ce biais, s'opposer à sa destruction.



A la « FERRO » les travailleurs immigrés ont montré leur combativité

La S.N.C.F. est le produit de la nationalisation des différentes concessions ferroviaires. Elle possède le monopole du trafic ferroviaire laissant les transports maritimes, fluviaux et routiers au secteur privé.

Cependant, la notion de service public est vite dépassée ; avec l'accroissement de la production et des échanges un large marché est à conquérir ; elle s'oriente ainsi vers une politique de concurrence avec les autres moyens de transports et de rentabilisation. Se greffe autour d'elle un conglomérat d'entreprises privées, chargées de la soustraitance où la S.N.C.F. est cependant majoritaire.

La Compagnie Ferroviaire fait partie de ces entreprises parasitaires ainsi que la Sernam et SCETA pour ne s'en tenir qu'au trafic marchandises. La Ferroviaire loue du personnel pour charger et décharger les remorques et les wagons ; ce sont en grande partie des travailleurs immigrés, gagnant à peine plus que le SMIG, sans statut, avec des horaires irréguliers, variant selon le trafic. Ils sont en général placés sous les ordres d'un agent cheminot.

La politique du patronat est claire ; en vue d'une meilleure rentabilité, il s'adresse à ces compagnies de louage qui lui fournissent un personnel à des prix (avec les charges sociales, un cheminot « revient » une fois et demie plus cher) et facilement malléable en raison de la précarité de sa situation. Cette situation provoque une importante division entre cheminots et travailleurs des entreprises semi-publiques, les premiers voyant en eux des jaunes et des concurrents déloyaux (en 71, pendant la grève, la Ferroviaire continuait à décharger les camions). Pour les employés de la Ferroviaire, les cheminots sont vécus comme une aristocratie ouvrière, chiens de garde du patronat.

Cette rupture de la solidarité ouvrière est également entretenue par les syndicats qui calquent leurs structures sur celles de l'entreprise. Au lieu de créer des syndicats par branches d'industrie, ils entérinent les différences de statuts et les cautionnent par leur politique de « participation » aux comités d'entreprise, simples chambres d'enregistrement. Les syndicats se bornent à revendiquer une plus grande qualification des travailleurs en vue de réduire l'afflux de personnel semi-public sans parler de leur alignement au statut cheminot et d'aller ainsi dans le sens de l'unité des travailleurs. De plus. les lois ségrégatives syndicales interdisent aux travailleurs immigrés d'élire des délégués syndicaux de nationalité étrangère.

Malgré ces conditions, à priori défavorables (isolement, inorganisation), à cause des conditions de plus en plus mauvaises créées par la rentabilisation à tout prix, la colère des travailleurs de la Ferroviaire a éclaté.

Dimanche 17 septembre, dans l'après-midi, un travailleur est blessé par un fut qu'il portait sur une plate-forme de chargement.

La Ferro appelle police-secours, l'accidenté est amené à l'hôpital : fracture du crâne, coma pendant une dizaine de jours. Il meurt le 25 septembre.

Pendant ce temps le travail continue. La S.N.C.F. nie la responsabilité dans l'accident et refuse de payer l'enterrement. Le personnel de la Ferro organise une collecte : la C.F.D.T. fait de même parmi les cheminots.

A la Ferroviaire de Tolbiac (Paris-13e), il n'existe qu'une très faible section syndicale C.G.T. dont le secrétaire est français. Le 5 octobre, elle pose un préavis de grève pour le vendredi 13 octobre, en signe de protestation contre la mort de leur camarade.

A 6 heures, elle propose une heure de grève aux travailleurs de la première équipe. A 8 heures on ne reprend pas le travail après le casse-croûte. L'A.G. décide un débrayage pour toute la journée, l'équipe de midi reprend pour son compte cette décision.

Les travailleurs ressentent durement la mort de leur camarade. Une journée d'action ne servira à rien face à un patronat inflexible qui n'a jamais cédé aux revendications. L'A.G. de 5 heures décide donc la grève illimitée. Malgré le secrétaire de la C.G.T. qui intervient pour dénoncer l'aventurisme d'une telle décision et l'irresponsabilité qu'elle recouvre, les travailleurs confirment à l'unanimité la grève illimitée sur les mots d'ordre suivants :

— samedi et dimanche payés à 100 % ;
— jours de grève à 50 %.

Le secrétaire engage des négociations. La réponse du patron est : lock-out si les travailleurs ne reprennent pas le travail. Les employés de la Ferro ne se laissent pas intimider et continuent la grève.

Le samedi, un Comité de soutien s'organise, regroupant l'union locale C.F.D.T. Paris-13e, Front Libertaire 13e, Secours Rouge 5e et quelques autres militants font une collecte dans le quartier.

La C.G.T. réagit violemment contre le comité « gauchiste ». Les travailleurs immigrés se tiennent en dehors des querelles gauchistes-C.G.T. en précisant cependant qu'ils considèrent le comité utile.

Le mardi, les wagons non déchargés à Tolbiac commencent à affluer vers Noisy-Pantin. Informés de la grève à Tolbiac, la Ferro Noisy débraye à son tour en demandant :

— 10 % d'augmentation ;
— la mensualisation ;
— le 13e mois ;
— 2 bleus par an.

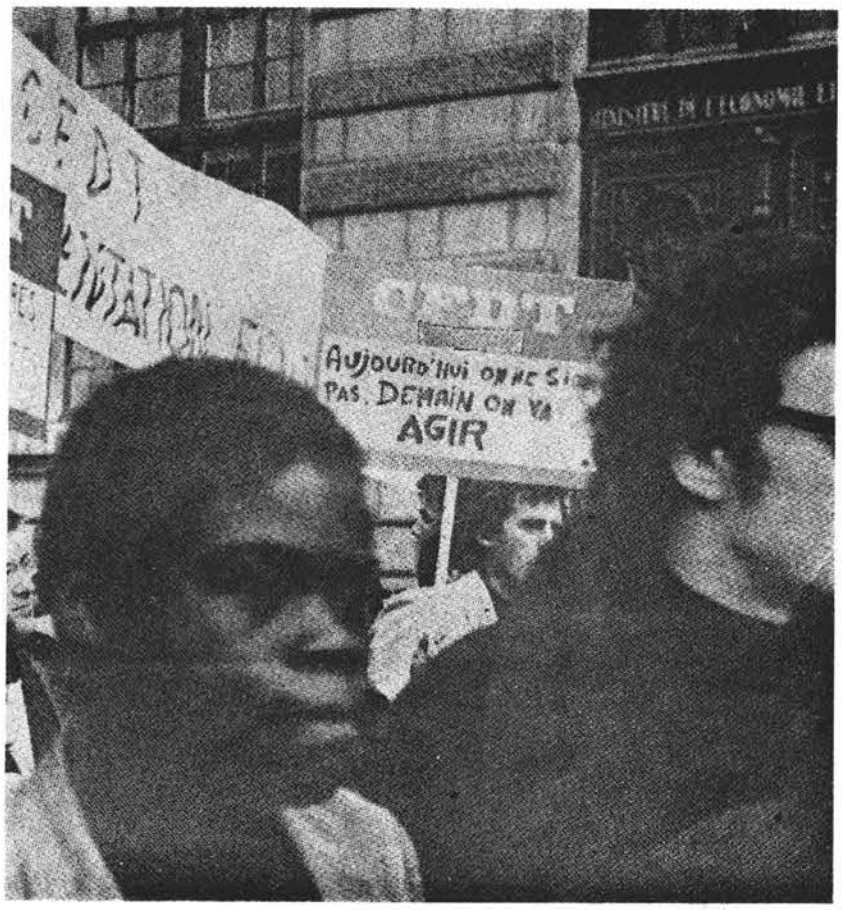
Le mercredi à 11 heures, les délégués sont reçus en commission paritaire. Le patron propose 4 % en 2 fois, la mensualisation pas question pour l'instant. Après la séance, la direction décide de revoir les syndicats séparément car il n'y a pas d'accord.

La C.F.D.T. propose, pour arriver au taux réclamé par les grévistes, en plus des 4 % proposés par le patron à la commission, le doublement des primes, ce qui correspond à 2 % des salaires.

Le samedi, le patron décide de réunir les travailleurs les plus durs, outre les délégués, mais n'arrive pas à les émouvoir. La grève continue.

A Tolbiac on voit arriver les flics. Les immigrés ne se laissent pas intimider. la provocation reste sans effet. Réunion à la Bourse : le délégué C.G.T. dit que les événements prennent une tournure trop grave, qu'au départ il s'agissait de débrayer que pour un jour, et qu'enfin à Noisy ils avaient obtenu les 44 heures et 4 % en deux fois et qu'ils se désolidarisent de Tolbiac et donnent eux aussi l'ordre de reprendre le boulot.

Lundi matin à Noisy, réunion du personnel. Devant les refus du patron, la grève continue. Rien n'a été signé. Mais Tolbiac et Austerlitz ont déjà repris le boulot. Par la suite, il y a eu confrontation à



l'union locale 13e C.F.D.T. des immigrés des deux chantiers. A la quasi-unanimité, les cartes C.G.T. de Tolbiac Ferro ont été déchirées et la décision a été prise par les travailleurs de créer une section C.F.D.T. pour défendre leurs revendications avec une conscience claire de la nécessité du contrôle des délégués. Malheureusement, bien que les cheminots aient fini par accepter de propager les tracts Ferro sur les chantiers, Noisy, isolé, la grève ne s'étendant pas, a repris le travail le samedi suivant.

C'est une nouvelle lutte qui commence pour la Ferro Tolbiac : la création d'une section sur un programme de revendication, malgré les tentatives d'intimidation, mises à pied, mutation. Mais les travailleurs ont prouvé leur unité. Les camionneurs cheminots admirent la lutte des immigrés et commencent à comprendre qu'ils savent aussi lutter.

Le travail d'auto - organisation commence à Tolbiac et la lutte continue.

Déclaration d'un cheminot de Juvisy

CAMARADES,

Une fois de plus nous nous retrouvons dans l'unité pour réagir contre les manœuvres réactionnaires de notre direction et de la clique gouvernementale qui se soucie peu de la dégradation de notre pouvoir d'achat.

Une fois de plus les cheminots expriment leur combativité et leur volonté de lutte de classes.

A Juvisy, la direction aussi se fout de notre gueule :

— brimages, licenciements,
— compression des effectifs,
— mauvaises conditions de travail,
— congés refusés.

Si c'est ça que veut la S.N.C.F. !

Nous, cheminots, devons réagir face à ces mesures entreprises par les laquais de service et ne pas en rester à une grève de 24 h qui ne pourrait surtout que nuire à notre volonté d'action ; l'action entreprise aujourd'hui ne doit pas être une fin en soi. Ce que nous voulons, c'est des actions sur des mots d'ordre mobilisateurs et sur des positions de lutte de classe, des actions dures et une prise de conscience des travailleurs pour une société juste et libre.

Nous ne devons pas poser le problème des 1 ou 2 % d'augmentatino mais poser le problème de remise en cause de la société dans sa globalité, en se plaçant sur des positions de classe, en ne tombant pas dans le réformisme.

Plus que jamais, camarades,

Construisons dans la lutte l'Autogestion.

Nous n'oublions pas non plus que nous rentrons dans une période électorale et ce n'est pas pour cela que nous allons attendre que ça repasse dans les coulisses. Nous sommes d'accord sur certaines positions du programme commun qui marque un progrès important. Nous y retrouvons dans l'ensemble la plupart de nos revendications. Mais pour nous, plus que jamais, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Camarade, vive notre unité à la base.

Notre combat est celui de toute la classe ouvrière.

A bas la hiérarchie. Ce n'est qu'un début.

Commençons le combat !

De la naissance du sionisme à la colonisation

Quelques semaines après l'attentat de Munich, et les réactions passionnées qu'il a provoquées, il nous paraît important de dépasser la simple polémique autour du fait en lui-même pour mener une analyse politique profonde des problèmes soulevés au Moyen-Orient. Analyse, qu'il faut bien le dire, a souvent été délaissée (et ceci même dans la presse révolutionnaire) au profit de phrases-slogans assez vides de sens politique dans l'urgence où nous nous trouvions de répondre à l'hystérie hypocrite et démagogique de la presse dans son ensemble.

nature de l'Etat d'Israël et de la colonisation sioniste

Pour bien comprendre la dynamique des problèmes politiques posés au Moyen-Orient, il faut d'abord comprendre la nature particulière de l'Etat d'Israël et de la colonisation sioniste. Sans vouloir entrer dans une analyse exhaustive, il nous faut redéfinir certains points.

Il faut d'abord détruire un mythe : la nature discriminative et répressive de l'Etat d'Israël ne tient pas à une quelconque défense de l'Etat face à une réaction de révolte arabe contre l'implantation juive en Palestine mais, en premier lieu, à la nature-même de la colonisation sioniste.

Dans le même ordre d'idée, il est maintenant établi, et cela par les officiers israéliens eux-mêmes, qu'Israël n'était pas en danger de destruction à la veille de la guerre de six jours ; ce n'est pas du tout à ces préoccupations qu'a répondu l'attaque des six jours. Ce sont elles pourtant qui ont servi d'arguments majeurs à Israël dans sa campagne de propagande à travers le monde (cf. l'article de Kapelioulo dans « Le Monde » du 3 juin 1972).

D'ailleurs, les dirigeants israéliens eux-mêmes se sont toujours félicités du fait que la population arabe a gardé le plus grand calme, même pendant la guerre de 1948. « Même les représentants de la Ligue arabe admettent que les Arabes de la Palestine ne se sont pas soulevés, malgré les pressions exercées sur eux, sauf un nombre infime de bandes armées ». (Ben-Gourion, dans le « Davar » du 18 février 1948).

Alors pourquoi cette politique de discrimination pratiquée par l'Etat d'Israël dès sa naissance ? Pour répondre à cette question, il nous faut revenir aux prémices du sionisme politique.

A. Léon, dans son étude magistrale sur la **« conception matérialiste de la question juive »** explique que le peuple juif, dans son ensemble, jouait un rôle social bien déterminé, à tel point que l'on peut parler (comme l'a fait Marx dans sa **« Question juive »** de la notion de peuple-classe). Ce peuple remplissait, en effet, les fonctions commerciales et marchandes pré-capitalistes dans les sociétés en voie de transformation capitaliste. Ainsi, quand un pays quittait cette période pré-capitaliste, perdant tous ses aspects féodaux pour s'installer définitivement dans le système capitaliste de production économique et industrielle, les conditions requises pour la floraison du judaïsme dans ses fonctions spécifiques de classe disparaissent. Le judaïsme éclate de toutes les couches sociales de la société et le processus d'assimilation commence. Or, c'est dans cette période de montée du capitalisme et de l'éclatement de la fonction sociale du judaïsme que l'antisémitisme se développe, entraînant des migrations en masse du peuple juif.

Ainsi, en Europe, à la fin du XIXe siècle, aucun rôle économique n'était plus rempli exclusivement par les juifs, les conditions d'assimilation existaient, devant aboutir à la disparition de la communauté juive en tant que peuple-classe. Mais, dans le même temps, les masses juives d'Europe orientale connaissaient leur période de déclin — c'est-à-dire période où les fonctions commerciales prenant de l'ampleur — le judaïsme dans sa fonction sociale trouve concurrence avec la bourgeoisie locale ; cette période est, bien sûr, favorable à la poussée de l'antisémitisme et entraîne l'émigration des juifs.

Or, la bourgeoisie juive occidentale voyait d'un très mauvais œil la venue du judaïsme oriental qui allait relancer le problème juif, l'antisémitisme et donc empêcher son intégration économique. C'est ce qui explique les premières réactions de la bourgeoisie juive (Rotschild, etc.), très opposée au sionisme politique, soutenue par des couches du judaïsme en déclin. Mais c'est ce qui explique par la suite son soutien (financier et jamais pratique, aucun grand bourgeois juif n'a *lui-même émigré en Palestine) lorsqu'elle a vu* dans le sionisme le moyen d'envoyer ces juifs gênants dans de lointaines contrées. Ainsi la bourgeoisie juive s'intéresse à la détresse du judaïsme oriental non pas pour cette détresse elle-même, mais comme facteur pouvant empêcher son intégration à la bourgeoisie locale.

les courants sionistes

Cette brève analyse historique explique la formation des premiers partis sionistes. Trois courants se dessinnent :

— La haute bourgeoisie qui s'intéresse au sionisme uniquement dans un but philantropique et non pas politique ;

— La moyenne bourgeoisie en déclin des pays de l'Est (Herzl en est le principal représentant) qui sera à l'origine de la création du parti ouvrier social-démocrate (Poale-Tsion qui deviendra Mapaï *) ;

— Le courant de la petite bourgeoisie et d'une frange du prolétariat (Boroklov qui donnera plus tard le Mapram *) qui restera, lui aussi, sur des positions social-chauvines, poussé par la nature même du Sionisme.

Or, le courant dominant dans le Sionisme fut le courant de Herzl qui reflète tout à fait les intérêts de sa classe (la moyenne bourgeoisie) fortement imprégnée des courants nationalistes de l'époque ; dans une Europe en pleine expansion coloniale, sa solution penchait tout naturellement vers un nationalisme juif.

Et c'est ce qui explique la nature particulière de la colonisation juive en Palestine. Ce qui comptait pour ce courant, n'était pas tant de se créer des surprofits par l'exploitation de la main-d'œuvre arabe, mais bien la conquête territoriale économique et politique du pays. Il fallait donc conquérir le travail en Palestine, d'où la création d'une concurrence entre les travailleurs juifs et arabes, et la naissance des slogans « conquête du travail », « travail juif », etc. Dans cette logique, on créa le syndicat des travailleurs juifs (Histadrout *, chargé en fait de favoriser l'implantation juive en Palestine et la conquête du marché du travail par les travailleurs juifs en évinçant les ouvriers arabes. Il s'agissait non pas de créer une surexploitation locale au profit d'une bourgeoisie de diaspora, comme dans la colonisation classique, mais bien de créer un état dans tout le sens du terme et comprenant les différentes classes de la société mais uniquement dans le judaïsme. Et c'est dans ce sens que le Sionisme s'inscrit dans la ligne de l'expansion colonialiste européenne en jouant un rôle pilote face aux régions sous- développées. Ainsi le mouvement sioniste (Herzl en tête) s'efforcera de convaincre les impérialismes que le Sionisme pouvait jouer un rôle de tête de pont de l'Occident en Orient et, ainsi, contribuer à l'asservissement des pays sous-développés. D'où l'alliance de l'impérialisme britannique avec le Sionisme (voir l'attitude de l'Angleterre pendant la révolte palestinienne de 1936-39). Il ne faut donc pas se méprendre sur la signification des mesures anglaises contre l'immigration Sioniste dans les années 1946-48 qui s'explique par la crainte de perdre leur propre influence au Moyen-Orient et notamment leur influence qu'ils gardaient auprès des classes dirigeantes arabes, mais qui ne remettaient pas en cause leur soutien au Sionisme. Preuve en est leur position vis-à-vis de l'Etat d'Israël qui naît peu de temps après.

De tout cela nous pouvons commencer à déduire la nature actuelle de l'Etat d'Israël. Israël est avant tout une société d'immigrants. Le fait d'avoir émigré donne aux nouveaux arrivants l'impression d'avoir ouvert un nouveau chapitre de leur vie. L'immigré a changé de situation sociale, de classe. En Israël, la majorité des immigrants arrivent de la petite bourgeoisie urbaine. Il voit que tous les postes-clés sont tenus par d'anciens immigrants. Il vit donc dans l'esprit que sa situation sociale est transitoire et dans le seul but de monter dans l'échelle sociale. Cette situation constitue un frein terrible à la prise de conscience de classe du prolétariat israélien.

De plus, Israël vit de l'afflux de capitaux extérieurs, mais sans être exploité économiquement par l'impérialisme qui utilise Israël à des fins politiques.

Dans l'année 1968, Israël a connu un déficit de la balance des paiements de six milliards, dont 70 % ont été couverts par des « transferts unilatéraux de capitaux », n'exigeant ni remboursement ni paiement de dividendes, transferts provenant du judaïsme mondial pour sa plus grande partie, mais aussi des réparations allemandes et du gouvernement américain. Ceci montre bien la dépendance économique qu'Israël connaît vis-à-vis de l'étanger, mais aussi démystifie le soi-disant « miracle économique » israélien.

Or cet afflux de capitaux a servi non pas à la bourgeoisie israélienne, mais à l'Etat, à « l'Establishment » Sioniste.

En effet, Israël se trouve entièrement aux mains de la bureaucratie Sioniste qui a organisé l'implantation en Palestine et qui est constituée par la Histadrout (syndicat patron), l'Agence juive et le gouvernement des partis sionistes sociaux-démocrates. L'Histadrout subventionne tous les partis sionistes (du Mapram au Héraul) *en fonction de leurs résultats aux* élections, ce qui leur permet de faire vivre leur presse et leurs entreprises économiques, et cela même bien après la disparition des forces sociales qui les ont créées. De plus cette bureaucratie, qui reçoit tous les capitaux, s'occupe de leur redistribution et de leur utilisation. Ainsi l'Agence juive elle-même finance les

secteurs non-capitalistes de l'agriculture comme les kibboutzim. Ce système permit de faire tomber non seulement la petite bourgeoisie mais aussi le prolétariat sous le contrôle de cette bureaucratie, lui faisant croire que ses intérêts lui sont directement liés. Ainsi, puisque c'est la Histadrout qui organise la Sécurité sociale comme les Allocations familiales, il faut être affilié à ce syndicat. Ainsi nous sommes dans une situation où 70 % du flux des capitaux ne sont pas consacrés au profit économique ni soumis à des considérations de rentabilité, mais servent directement au budget de l'Etat. Tout cela signifie que les luttes de classes, si elles existent bien, sont limitées par le fait qu'Israël reçoit une aide de l'extérieur.

L'autre frein à la prise de conscience du prolétariat israélien et qui découle directement de la structure sioniste du pays, est la ségrégation ethnique en trois classes distinctes : Askenazim, Sépharadim, Arabes, qui entrave l'unité prolétarienne au profit de la distinction ethnique. Aussi chaque groupe ethnique social correspondant, afin d'affermir sa position propre, doit se séparer nettement du groupe ethnies sociales se trouvant en dessous de lui dans l'échelle sociale. De plus, le gouvernement Sioniste arrive à enrayer les luttes revendicatives du prolétariat juif par l'introduction dosée à l'intérieur du marché du travail de travailleurs arabes des territoires occupés surexploités et sans garantie de l'emploi ; ceci est proche de la situation des travailleurs émigrés en France que le système capitaliste utilise comme réserve de main-d'œuvre.

la crise du sionisme

Pourtant, à l'heure actuelle, Israël connaît trois problèmes principaux : d'abord le problème de l'armée, qui prend de plus en plus d'importance, et sape l'économie (24 % du produit national brut en 1970) ; de plus, l'énorme effort qu'il demande à la jeunesse (trois ans de service, plus un mois de période par an) commence à créer un mécontentement parmi cette jeunesse (concrétisé par le refus de servir de Giora Neumann, qui se trouve toujours en prison), qui commence à se demander pourquoi elle doit fournir un tel effort « le gouvernement fait-il tout pour faire la paix ?... ».

Le deuxième problème est lié à la nature nationaliste juive de l'Etat d'Israël. En effet, le pays est basé sur la loi du retour qui n'est réservée qu'aux juifs (faisant de tout non-juif un citoyen de deuxième zone) et qui, surtout, réserve d'énormes avantages aux nouveaux émigrants (ils reçoivent un appartement, etc., possibilité, pendant cinq ans, d'acheter tous les produits étrangers sans taxes : voitures, etc. — ce qui, pour Israël, revient pratiquement à moitié prix). Or cette situation commence à créer un sentiment de mécontentement parmi la population qui se trouve depuis longtemps dans le pays et particulièrement la jeunesse qui a des problèmes pour recevoir un appartement, acheter une voiture, etc., alors que les émigrants reçoivent tout facilement. Pourtant, il ne faut pas exagérer la portée de ce problème qui n'aboutit que trés rarement à une remise en question politique du Sionisme.

En dernier lieu, il faut considérer le problème ethique. Le Sionisme étant une idéologie nationaliste, il s'est adressé à tout le judaïsme mondial dans le même temps, sans voir les différences énormes de situation sociale et économique qui existaient, par exemple entre le judaïsme marocain et le judaïsme allemand. Ainsi, par opposition aux discours démagogiques sur la grande famille juive, « nous sommes tous frères », qui auraient voulu faire oublier les antagonismes de classe, on a vu se développer les différences terribles entre les juifs originaires d'Afrique du Nord (Sepharadim) et ceux originaires d'Occident (Ashkenazim). Il existe même une véritable ségrégation sociale, économique et culturelle. Il nous suffit, à ce sujet, de citer quelques chiffres.

Dans l'immense bureaucratie de l'Etat, on trouve la hiérarchie suivante :

Grades	Salaires moyens	% des Orientaux
15 - 20	950 - 1.400	5,4
8 - 14	480 - 870	19,5
1 - 7	310 - 440	39

En plus, ces salaires se répartissent dans la famille orientale sur un nombre plus grand de personnes :

	Nombre de personnes par famille			
	2	4	6	9 et +
Orientaux	13,1	16.4	14,2	6,5
Occidentaux ..	26,5	26,7	3,8	0,6

Ce problème a donné naissance aux « Panthères noires », mouvement des juifs orientaux radicalisés, dont certains éléments se trouvent sur des positions révolutionnaires auti-sionistes et au sein desquelles les militants de Matzpen (révolutionnaiire anti-sioniste) ont une certaine influence. Pourtant, il importe de rester prudents à l'égard de cette organisation qui a trop peu de bases politiques et qui agit souvent plus par souci tactique, par choix politique.

* **Mapaïe** : parti dominant dans le gouvernement (Golda Meir).
* **Mapam** : parti de « gauche » sioniste participe actuellement au gouvernement.
* **Histadrout** : syndicat patron (syndicat unique).

Octobre 1961, à Paris...

Les attentats de l'O.A.S. se multiplient en France contre les antifascistes et la communauté algérienne. Avec la complicité de policiers français — qui leur laissent le champ libre — les tueurs de l'OAS font sauter les cafés musulmans en France, la fermeture obligatoire à 19 h de tous les cafés fréquentés par des arabes, et l'interdiction de se déplacer par groupes de plus de deux personnes.

Immédiatement la Fédération de France du FLN décide de répondre à cette nouvelle provocation en appelant à une manifestation de masse *non violente* pour le 17 octobre. Plus de 50 000 ouvriers algériens avec leurs femes et leurs enfants suivront ce mot d'ordre à Paris et tenteront de se rassembler en divers points (quartier latin, Champs Elysées, grands boulevards...). Ils vont se heurter à une répression sans précédent : Paris est quadrillé par les troupes en armes du ministre de l'Intérieur Frey (police parisienne, C.R.S. et gardes mobiles), des autobus destinés au transport des manifestants arrêtés ont été réquisitionnés ainsi que le Palais des Sports et le stade Coubertin.

En quelques heures, près de 12 000 manifestants seront arrêtés et parqués dans les deux centres de tri mentionnés. Dans certaines stations de métro on pourra voir des dizaines d'Algériens debout, mains sur la tête, attendre plusieurs heures sous les coups et les injures avant d'être « amenés » aux centres. Dans les cars de police, les autobus et les centres les fascistes s'en donnent à cœur joie et passent à tabac systématiquement. Mais là n'est pas le plus grave : au quartier latin et sur les boulevards la police tire; sur les quais on « casse du bougnoul » et on jette ensuite les blessés à la Seine qui, au cours des semaines suivantes, rejettera plusieurs dizaines de cadavres. D'autres manifestants furent littéralement kidnappés et assassinés dans des bois de banlieue. Le lendemain, 18 octobre, une nouvelle manifestation aura lieu, et les mêmes exactions se renouvelleront. Si le bilan officiel mentionne 3 morts et 64 blessés parmi les manifestants, officieusement, et bien qu'aucun bilan n'ait pu être établi, c'est plus d'une cinquantaine d'Algériens qui ont été assassinés, des milliers de blessés et plus de 2 000 expulsions. Un film « Octobre à Paris » tourné pendant les manifestations sera aussitôt saisi par le ministère de l'Intérieur.

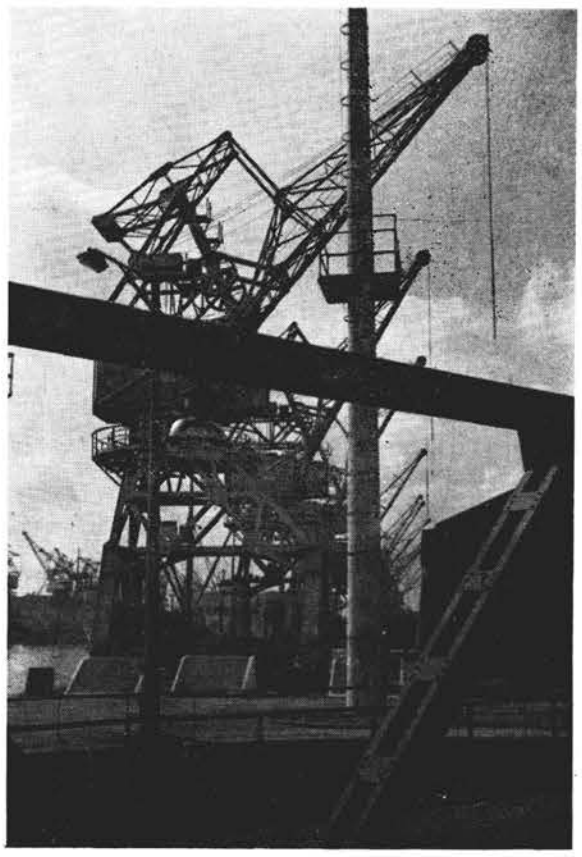
Les responsables de cette boucherie ne seront jamais inquiétés : bien au contraire, quatre mois plus tard ils reprendront du service à Charonne.

Quand l'ordre bourgeois justifie les crimes racistes

Dans le prochain numéro: LA PALESTINE

ROUEN : chantier naval du TRAIT

500 licenciements avant la fin de l'année... ou comment les travailleurs paient les 'erreurs' des industriels



A 30 km de Rouen, les chantiers du Trait : installations modernes, main-d'œuvre qualifiée. Rien ne pourrait supposer qu'ils vont disparaître et que les travailleurs vont être licenciés. Pourtant le gaspillage des deniers publics et la complicité de certains élus, bref le capitalisme, transforme cette crainte en pure vérité.

Revenons quelques années plus tôt :

● **1966 :** le gouvernement en application du « plan de regroupement de la construction navale » impose le rachat du Trait aux Chantiers de La Ciotat. Ces derniers obtiennent un prêt de 50 millions de francs à long terme pour construire une grande forme de radoub. En échange, ils doivent reconvertir le Trait.

● **1971 :** les chantiers lancent leur 195e navire. C'est le « Tagan Rogskiyzahi », destiné à l'U.R.S.S. La coque transite vers La Ciotat et emporte, déjà, une partie du matériel moderne des Chantiers Normands. Un responsable C.G.T. déclarera :

« La Ciotat a organisé le pillage systématique du Trait ».

Le Trait doit donc renoncer à sa vocation navale et devoir réussir sa reconversion terrestre. On ne lésine pas sur les moyens : chaudières à vapeur et de récupération, matériel pour l'industrie du pétrole, de la chimie et de la pétrochimie, châteaux d'eau métalliques, flotteurs pour plate-formes de recherches pétrolières. Les commandes arrivent mais les services commerciaux ont été sacrifiés. De plus, pour la construction des silos métalliques, hélicoïdaux, les ingénieurs n'ont à leur disposition ni techniciens, ni dessinateurs pour développer le produit.

Les travailleurs acquièrent alors la certitude que les chantiers de La Ciotat n'ont racheté le Trait que pour obtenir des crédits et le laisser ensuite tomber purement et simplement.

Effectivement, le 7 août 1972, la direction annonce au Comité d'Entreprise qu'elle fermera l'entreprise le 31 décembre 1972. Motif : la perte prévisionnelle de l'exercice 1971-72 s'élève à 12 millions de francs, c'est-à-dire à trois millions de plus que les fonds propres de la société.

En 1952, les chantiers employaient 1.900 personnes, en 1966 : 1.200 ; aujourd'hui 550 condamnés au licenciement qui, malgré les grandes assurances données par la bourgeoisie, n'ont que très peu de chances de se reclasser. En effet, la situation de l'emploi ne s'est pas améliorée en Haute-Normandie. On y dénombrait, en septembre, 8.357 demandes d'emploi non satisfaites. En un an, elles ont progressé de 70 % et les possibilités de reconversion sont très limitées.

Voici les faits. Les chantiers navals de La Ciotat ont, pour leur part, en 1971, touché 175 millions de francs de subventions au titre de « l'aide de l'Etat à la construction navale ». Soit 48 % des crédits affectés à ce poste dans le budget de l'Etat, la même année.

La bourgeoisie industrielle dispose ouvertement de biens publics, et fait ce que bon lui semble, fait, défait des affaires, manigance, tripatouille et tout ceci dans un seul but : son profit personnel et souverain. Le reste, le déchet, ce sont les travailleurs, les braves bêtes pour les uns, la viande pour les autres.

Tout ceci doit nous unir dans un autre but : casser, briser la bourgeoisie. L'exproprier de ses biens et pouvoirs humainement illégaux. En finir avec le règne de la rentabilité capitaliste, synonyme de pénurie et, en même temps, de gaspillage. Créer une industrie et une économie basée sur les besoins et non plus sur le profit.

JEUDI 9 NOVEMBRE
Salle de la Mutualité

MEETING

L'armée, pourquoi ?

AVEC :

Daniel Guérin
Cardonnel
Vidal-Naquel
S. Puttemans
François Janin

DASSAULT :

A l'atelier de peinture, la santé ça n'a pas de prix

Après deux ans de travail à l'atelier de peinture, bien connu pour son manque de sécurité et ses conditions particulièrement pénibles, un des travailleurs émigrés est tombé malade, intoxiqué par les vapeurs nocives. Or, sa maladie n'est pas reconnue comme maladie professionnelle.

Alors qu'il ne peut plus travailler dans cet atelier trop petit, sans aucune aération, les tables soi-disant aspirantes refoulant et faisant s'élever la fumée d'une cigarette au lieu de l'aspirer (tout le monde sait bien que c'est une expérience... puisqu'il est interdit de fumer), la direction n'a rien trouvé de mieux que de le déclasser.

Mais pour les travailleurs de l'atelier, le problème reste entier.

Précisons : les voisins s'étant plaints du rejet de peinture pulvérisée, la direction a trouvé la solution géniale : l'obstruction de la bouche d'aspiration par un filtre qui rend cette aspiration nulle. Les peintres sont obligés de travailler avec un masque branché sur de l'air comprimé qui ne devrait servir qu'à chasser les copeaux et faire marcher les engins pneumatiques, air très humide qui ne devrait en aucun cas être respiré.

Et maintenant la direction veut obliger ces travailleurs à pulvériser un produit encore plus nocif (passe directement dans le sang et attaque la colonne vertébrale), et ceci sans précautions supplémentaires.

Quant au travailleur malade, la direction, magnanime, l'a déclassé : devenu P1 alors qu'il était P3, il perd 350 F, et en supposant le calcul de la direction exact (c'est-à-dire bénéficiant au fraisage d'une formation professionnelle), on vous laisse deviner dans combien d'années il retrouvera son salaire actuel ?

Soyons solidaires des revendications de nos camarades de l'atelier de peinture :

— refus de l'air comprimé et du masque,
— rideau d'eau,
— cabine de pulvérisation,
— salle de séchage hors de l'atelier,
— un litre de lait par jour,
— un quart d'heure de repos,
— refus du travail fait dans les autres ateliers en dehors des heures normales (danger plus grand dû à l'isolement),
— Récupération des heures sur 40 heures.

ETRE SOLIDAIRE DE NOS CAMARADES, C'EST FAIRE ABOUTIR LEURS REVENDICATIONS, MAIS C'EST AUSSI FAIRE ABOUTIR TOUTES NOS REVENDICATIONS SUR NOS CONDITIONS DE TRAVAIL.

EXIGEONS :
— pour notre camarade déclassé, un poste sans déqualification ;
— pour l'atelier de peinture d'autres conditions de travail ;
— pour tous, les 40 heures.

Extrait du Bulletin « Autogestion et Luttes de Classes ». — Groupe Communiste Libertaire Dassault.

FACE A UNE REPLIQUE OUVRIERE INTERNATIONALE MICHELIN A CEDE

Il faut être conscients du danger que représente les technocrates du syndicalisme tel que Levinson (photo ci-contre) pour la classe ouvrière.

Les usines Michelin de Clermont c'est le siège et les plus importantes usines du Groupe Michelin, une des sociétés multinationales les plus puissantes et la plus en avance technologiquement. C'est aussi la société la plus moyennageuse socialement avec tout ce que ce qualitatif implique : direction et encadrements paternalistes, autoritaires, voire néo-fascistes. Un exemple : pour le travailleur de Michelin tout appartient à Bibendum : l'usine, les stades, les cités, les coopératives, les crèches, facultés de ses enfants. Ici on naît et on crève Michelin. Les divorcés sont purement et simplement exclus de leur travail. Gare à ceux qui sont syndiqués à la C.G.T. ou à la C.F.D.T. Gare à ceux qui ne fréquentent pas assidûment l'église : « Mensonge tout cela ? ». Vous me répondrez : « Si vous n'êtes pas convaincu, embauchez-vous ! »

Pourtant, le jeudi 21 septembre n'est pas un jour comme un autre. A l'atelier O.P.K., les ouvriers se mettent spontanément en grève. Cette grève sauvage sera une grève bouchon. En effet cet atelier est le seul à fabriquer pour les cinq usines de l'agglomération clermontoise les « nappes métalliques » qui entrent dans la confection des pneus à carcasse radiale (les pneus « X »). Tout a commencé par une série de refus opposés par les « chefs » de l'atelier O.P.K. « Si vous êtes dans l'embarras pour le travail ou pour un motif quelconque, adressez-vous à vos chefs ». Ce sage conseil, contenu dans un livret édité par la direction, ils l'ont suivi et ils se sont cassé le nez. Les dix s'étaient aperçus que, depuis que leur département a quitté l'usine mère des Carmes pour venir s'installer près du stade « Marcel-Michelin », leurs salaires ont pris du retard.

« Dans les premiers temps, déclare l'un des grévistes, nos appointements étaient alignés sur ceux de la catégorie des confectionneurs. Mais ensuite ceux-ci ont été augmentés à plusieurs reprises et pas nous ». Mais le mécontentement le plus profond est dû aux cadences imposées. Or, le travail est tributaire de la qualité des matériaux provenant des autres secteurs de production : le fil métallique et la gomme. « Il arrive fréquemment que le fil se casse. Il faut réparer ou refaire la pièce et nous manquons souvent du matériel nécessaire ». Lorsque les incidents techniques se multiplient, ils sont pénalisés et les fluctuations de salaire sont parfois importantes.

Subitement la colère monte : une dizaine d'ouvriers se rendent auprès du délégué patronal pour lui demander une augmentation de 0,50 F par heure et la fixation d'une cadence moyenne. Rejetées ! La grève est alors décidée le jour-même. Ce n'est qu'après que les 133 grévistes pensent à avertir les syndicats. Et pourtant ce secteur était réputé comme un des plus calmes. « Les ouvriers, durant les conflits, s'y laissaient enfermer à clef par les chefs, pour continuer à travailler tranquillement », raconte un délégué. Un gréviste confirme : « Nous avons d'un seul coup fait notre unité sans l'aide de personne, et pourtant nous avions plutôt tendance auparavant à nous regarder en chien de faïence. Il y avait des choses que l'on ne pouvait plus supporter et tout le monde s'est trouvé d'accord. Il n'y avait que quelques syndiqués chez nous, mais ceux qui n'avaient jamais participé à un mouvement n'ont pas été les derniers. Les chefs d'atelier ne croyaient pas à notre solidarité, car ils avaient tout fait auparavant pour nous diviser. »

Pendant quinze jours, la direction refuse de négocier. Le 5 octobre, elle fait pour « la première fois » des propositions au cours d'un conflit : augmentation de 5 à 30 centimes selon les postes. Les délégués refusent car cette mesure tendait à renforcer la hiérarchisation des traitements. La grève continue. Des débrayages de solidarité se produisent alors dans les autres services. Deux manifestations réunissant plusieurs milliers de personnes sont organisées place des Carmes à l'entrée de la première usine créée par Edouard Michelin. Pendant ce temps, la direction tente de casser la grève. Elle envoie en premier lieu les agents de maîtrise pour remettre l'atelier en marche. Bilan négatif. La seconde tentative consiste à envoyer à chaque gréviste une lettre à son domicile pour « l'inviter à reprendre le travail » et « éviter la paralysie de l'usine ».

Enfin, suprême effort, la direction fait appel à toutes les autres usines Michelin étrangères, en réclamant à leur personnel des heures supplémentaires pour approvisionner en toiles métalliques les ateliers clermontois. Malheureusement pour elle, un fait nouveau apparaît : la résistance ouvrière internationale, seul combat sérieux et efficace contre la bourgeoisie de tous les pays.

Le 27 septembre déjà, MM. Mondray et Pinay, délégués C.F.D.T. (respectivement président et vice-président du conseil syndical mondial) prennent contact à Genève avec M. Levinson (secrétaire général de la Fédération internationale de la Chimie, 4 millions d'adhérents). Ce sera ensuite une cascade de coups de téléphone de pays en pays, de syndicat en syndicat : M. Levinson appelle, à Hanovre, le puissant syndicat allemand de la chimie (600 000 adhérents) qui, à son tour, prend contact avec ses sections Michelin. Tour à tour les usines Michelin d'Allemagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne sont mises dans le coup avec deux consignes :

— contrôle des stocks,

— refus des heures supplémentaires.

L'Espagne franquiste entre aussi dans la ronde. Un nouveau coup de téléphone de la C.F.D.T. avertit M. Levinson que des camions chargés en Espagne viennent approvisionner l'usine de Clermont : M. Levinson alerte alors deux syndicats clandestins : la S.V.T. et l'U.G.T. qui promettent d'agir, en gardant toutefois secrets les moyens utilisés. Mais le résultat est là : plus rien n'arrive d'Espagne. Même les dictatures ne sont plus des havres pour les capitalistes qui aiment s'y réfugier.

Malgré tout cet effort, les 133 grévistes reprennent le travail le lundi 16 octobre. Ils ont capitulé devant une direction coriace et chef de file d'un patronat rétrograde, autoritaire et paternaliste. Reprennent-ils le travail les mains vides ? Bien qu'un certain syndicat ait essayé de freiner le mouvement (la C.G.T. pour la nommer) ce dernier a su prendre bien en mains les moyens de chocs qui s'imposaient. Si M. Levinson peut être comparé à un « manager » du syndicalisme, un « général du conflit », son action n'a pas été vaine. Bien au contraire, elle est pour la partie la plus radicalisée des masses laborieuses, une leçon et une très bonne école : la grève est partie spontanément de la base. Ensuite, les permanents sont entrés en action, au service de la base. C'est la base qui a décidé. De plus cette résistance internationale est un grand pas dans l'histoire ouvrière. Mais attention, il faut savoir prendre des leçons et ne pas suivre aveuglément. Il faut être conscient du danger que représentent les Levinson pour la classe ouvrière. Avec eux, le syndicat entre dans l'ère des bureaux climatisés et des managers. Les outils de travail ne sont plus le tract, le haut parleur ou le tréteau, mais l'avion, le téléphone et les fichiers. De plus le rêve de cette clique de ministres syndicalisés c'est d'obtenir que les syndicats soient représentés à 50 % dans les comités de direction. Loin de réduire la résistance ouvrière, les entreprises multinationales donnent aux rois du syndicalisme le goût des grands pouvoirs.

Ce qu'il nous faut c'est construire un outil réel de lutte au niveau international, mais qui soit aux mains des travailleurs. La première étape vers la construction de cet outil, c'est la liaison des ouvriers des entreprises multinationales. Les bureaucraties ne sont pas que nationales, elles peuvent être internationalement un obstacle à la prise en main de la lutte par les travailleurs. Il ne faut surtout pas laisser le monopole des liaisons et des informations aux mains des bureaucrates. Il suffit déjà de constater le rôle qu'ont ces mêmes bureaucrates qui manipulent l'information sans contrôle de la base rien qu'en France. Et si cette fois-ci l'action de Levinson a été au service de la classe ouvrière, elle nous a dévoilé la concentration de pouvoir entre les mains de la bureaucratie.

La classe ouvrière est internationale. Elle doit se forger un outil international face au capitalisme mondial.

SOUTENIR « F. L. »
C'EST S'ABONNER

APPRENONS A FAIRE L'AMOUR

Car c'est le chemin du bonheur! C'est la plus merveilleuse façon de se parler et de se connaître !

1. L'homme possède un organe fait de tissu érectile : **la verge.**

La femme possède un organe beaucoup plus petit mais équivalent, situé au-dessus de l'orifice extérieur du vagin : le **clitoris.**

Ces deux organes sont de taille variable suivant les individus, mais cela n'a aucune importance : il n'y a pas lieu de s'en inquiéter, l'**important est de savoir s'en servir.**

En effet, ce qui est important, c'est que leur excitation par toutes formes de caresses produit un plaisir croissant qui provoque du même coup le désir de continuer.

Ce plaisir se traduit :

— localement par une érection de ces deux organes, c'est-à-dire un durcissemnet et une augmentation de leur taille et de leur chaleur ainsi que chez la femme, une sécrétion abondante qui humidifie l'intérieur du vagin(ce qui va favoriser la pénétration éventuelle et les mouvements de la verge : le coït).

Généralement, ce plaisir croissant envahit l'ensemble du corps et se termine par l'orgasme (ou jouissance) si l'excitation n'est pas interrompue.

2. En dehors de ces deux organes spécifiquement sexuels, le corps possède d'autres zones (dites « zones érogènes ») dont l'excitation par des caresses procure du plaisir, ou rend plus intense le plaisir obtenu par l'excitation des organes sexuels. Ces zones érogènes varient selon les sexes et selon les individus (elles sont d'autant plus nombreuses et utiles que les individus sont plus ou moins refoulés sexuellement). Ce sont par exemple les lèvres, la bouche, les oreilles, la nuque, les seins, la face interne des cuisses, les fesses, le ventre, etc., etc.

3. Les caresses peuvent être prodiguées par soi-même (masturbation) ou par un ou une partenaire (relations homosexuelles ou hétérosexuelles) :

— l'intérêt de la masturbation est notamment de bien connaître votre corps ou les plaisirs qu'il peut vous procurer, ce qui paraît indispensable à la connaissance d'autres corps (il faut noter par ailleurs qu'elle peut permettre de combler le vide d'une heure de classe ou d'une soirée ennuyeuse) ;

— l'intérêt de l'homosexualité vient surtout du fait que les relations hétérosexuelles (filles-garçons) sont généralement interdites aux jeunes par l'hypocrite autorité orale (qui d'ailleurs a le culot de blâmer l'homosexualité) ;

— les relations hétérosexuelles cependant paraissent les plus riches de plaisir.

Ce papier est fait pour encouragerles relations sexuelles, du baiser au coït en passant par les caresses les plus variées, entre les individus de sexes différents. D'une manière générale pour encourager toutes les activités sexuelles ; car, comme le reste, on « apprend » à faire l'amour et on fait des progrès.

4. L'aboutissement des caresses constitue, s'il n'y a pas d'interruption, l'orgasme qui se traduit chez l'homme par une éjaculation du sperme et, dans les deux sexes, par un état d'abandon complet avec des mouvements et des paroles involontaires. Cet état de jouissance maxima est de courte durée et plus ou moins intense. Il est suivi d'une phase de relâchement (relaxation) très agréable et calmante.

5. La pénétration du vagin par la verge (coït) est une forme d'acte sexuel complet. Elle présente cependant le risque de grossesse si l'éjaculation de sperme a lieu pendant la période de fécondité de la femme (à mi-distance des règles, mais il faut se méfier de cette approximation, surtout quand les cycles menstruels ne sont pas réguliers, ce qui est fréquent, notamment chez la jeune fille). A notre époque, cet inconvénient peut être facilement dépassé par l'utilisation de contraceptifs efficaces (pilules, diaphragmes). Ceux-ci, utilisés correctement, évitent la crainte toujours présente d'une grossesse prématurée et des pratiques barbares (retrait du garçon avant l'éjaculation par exemple) qui, outre qu'elles sont peu sûres, sont généralement défavorables à l'atteinte de l'orgasme par l'un ou l'autre des partenaires, ou les deux. Les pilules notamment peuvent être prises par les filles dès que le désir de relations hétérosexuelles apparaît.

6. Il faut noter dans un chapitre d'autant plus court qu'il veut souligner avec force que les notions de « normal » et d'« anormal » ne sont nullement fondées. En toute pratique sexuelle ce qui compte c'est le désir qu'on en a et le plaisir qu'on y trouve, la plus grande liberté doit guider la variété de nos choix. Il n'y a qu'un danger c'est le refoulement des désirs. Il n'y a pas d'anormal.

7. Ces quelques lignes sont bien schématiques et partielles mais nous engagent à agir. Faites lire ce papier autour de vous, discutez-en, complétez-le, pratiquez-le surtout. Méprisez et plaignez ceux qui riront et, ne croyez pas sur parole ceux qui feront comme s'ils connaissaient : nous savons que les deux tiers des gens sont impuissants ou frigides et l'acceptent. C'est contre cela que nous luttons et peut-être aussi contre ceux-là.

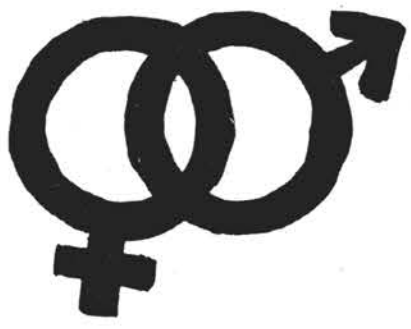
Au cas où vous auriez des explications à demander, interrogez vos parents ou vos professeurs.

Vous comprendrez d'après leurs réactions (en général : « Vous en parlerez quand vous serez plus grands », ou encore gêne, voire hostilité).

Vous comprendrez pourquoi vous n'y avez pas pensé plus tôt.

Vous comprendrez que vous êtes déjà « grands » ; Vous saurez ce qui vous reste à faire.

COMITE D'ACTION POUR LA LIBERATION DE LA SEXUALITE.



UN MEDECIN CONTRE L'ORDRE

Il y a plus d'un an, Jean Carpentier, médecin de Corbeil rédige avec des lycéens qui le lui ont demandé, un petit texte sur la sexualité. Les organes sexuels du garçon et de la fille sont décrits, les mécanismes sexuels expliqués, la normalité bourgeoise en la matière joyeusement ridiculisée.

Ce tract est rapidement diffusé dans les lycées de la région parisienne, d'autres tracts le complètent, le discutent. Les jeunes des CET, des lycées, l'accueillent très favorablement, des débats s'instaurent dans les classes... Mais les parents d'élèves, eux aussi, réagissent, les deux fédérations, Armand et Cornec, portent plainte pour « atteinte aux bonnes mœurs » (29 plaintes aujourd'hui), le Conseil de l'Ordre des médecins est saisi de l'affaire. Dans un texte hystérique il redéfinit l'ordre moral de Vichy, glorifie l'obscurantisme et le terrorisme sexuel, justifie tous les tabous (masturbation, homosexualité) et affirme bien haut sa conception scientifique de la sexualité : « ... des pratiques qui ne peuvent qu'entraîner des troubles psychiques, physiques plus graves que ceux contre lesquels le docteur Carpentier prétend vouloir prémunir les jeunes... la débauche sous toutes ses formes ». Pour lui apprendre à vouloir soigner les gens on lui interdit d'exercer pendant un an (jugement en appel le 18 octobre). Il attend de passer devant un tribunal civil.

LA RIPOSTE.

Des pétitions de soutien recueillent des milliers de signatures, médecins, personnel hospitalier, travailleurs sociaux, etc. Cette campagne se poursuit.[1] Au-delà de Carpentier c'est contre tous ceux qui luttent pour la prise en charge de leur vie par les gens, à tous les niveaux, du corps à l'usine, que se dressent fraternellement unis, gaullistes, staliniens, et réacs du conseil de l'Ordre.

La révolution est mort-née si elle prétend s'arrêter au seuil de la chambre à coucher. Le soutien à Carpentier s'inscrit dans le combat contre la mainmise de l'état sur notre corps, contre ses lois anti-sexuelles (interdiction de l'avortement — cf récents procès — interdiction de la pilule aux mineures, récente interdiction du livre « le sexe en prison »), dans le combat pour la liberté sexuelle, étape décisive de notre libération totale.

(1) Adresser toute pétition de soutien à Me PINET, 9, rue Jacques-Cœur, Paris-4e.
* Brochure sur l'affaire C. numéro spécial de la revue « Psychiatrie Aujourd'hui », 16, rue Foch, 95-Parmain (3 F).

Pour contact avec

front libertaire

Ecrire :
—**Région Sud :**
« **GERMINAL** », **19, rue des Suisses, 13 - ARLES**
— **Région Nord** : FRONT LIBERTAIRE, **33**, rue des Vignoles, PARIS - 20e. (Me Avron).
Permanence tous les jours de 14 h 30 à 19 h.

MODALITES D'ABONNEMENT :

Abonnement annuel (24 numéros)	**30 F**
Abonnement annuel sous pli fermé	**80 F**
Abonnement de soutien	**100 F**
Abonnement de diffusion :	
5 exemplaires par mois durant 12 numéros	**60 F**
10 exemplaires par mois durant 12 numéros	**130 F**

C. C. P. : MARCOS 33 114-56 La Source.

Directeur de Publication : C. MARCOS — Dépôt légal 37.126 — Comm. Parit. Pres. 51.613 Impr. des Gondoles, 4 et 6, rue Chevreul — Choisy-le-Roi.